

Document

Retraites : le véritable contenu du prétendu débat

(Informations ouvrières n°87 du 4 mars 2010)

Un incroyable “débat” au Sénat, le 19 février, éclaire la signification de la déclaration commune sur les retraites de la CFDT, de la CGT, de l’UNSA, de la FSU et de Solidaires.

Yan Legoff

La CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires et l’UNSA ont appelé, le soir du 15 février, à une *« journée qui donne lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays le 23 mars »*. Elles déclarent *« leur volonté d’agir pour que le débat sur les retraites prenne en compte l’ensemble des questions tant au niveau du public que du privé, notamment le niveau des pensions, l’emploi, le financement, la pénibilité, le Code des pensions et la réductions des inégalités »*. Depuis, le PS, le PCF, le Parti de gauche ou encore le NPA ont apporté leur appui à cet appel. Demander au gouvernement un « grand débat » sur les retraites ? Mais c’est exactement son intention. Ce genre de « débat » a eu lieu au Sénat le 19 février, quelques jours après le lancement de l’appel à la journée du 23 mars...

• **Yvon Collin, sénateur du Tarn-et-Garonne, délégué général du Parti radical de gauche :** Ma question s’adresse à Monsieur le Premier ministre. Elle concerne un sujet qui impose un consensus républicain, je veux parler de la réforme des retraites. Lundi s’est tenu un sommet social (...). Le président de la République a refusé le recours au passage en force (...). Les réformes ne se font jamais contre les Français, mais avec eux (...). Ces pistes, les voici : sauvegarder le système par répartition, mais recourir à la capitalisation ; envisager un recul de l’âge légal de départ à la retraite ; indexer la durée de cotisation sur l’allongement de l’espérance de vie ; placer la question de la pénibilité et de l’emploi des seniors au cœur du débat ; rechercher de nouvelles sources de financement comme l’élargissement de l’assiette des cotisations ou encore l’augmentation des cotisations patronales pour que les salariés ne supportent pas seuls le poids de cette réforme.

• **Guy Fischer, sénateur PCF du Rhône :** Voilà ce qu’il faut faire !

• **Yvon Collin :** Monsieur le Premier ministre (...), êtes-vous prêt à créer les conditions d’un dialogue sincère avec toutes les forces syndicales, politiques et parlementaires pour aboutir à un consensus politique sur la réforme des retraites ?

(Applaudissements sur certaines travées du RDSE [radicaux—NDLR], ainsi que sur les travées du groupe socialiste, de l’Union centriste et quelques travées de l’UMP.)

• **François Fillon, Premier ministre :** Monsieur le Sénateur, je veux d’abord vous remercier (...). Nous avons effectivement besoin d’un consensus national sur cette question des retraites (...). Nous entamerons nos travaux à partir du rapport du Conseil d’orientation des retraites, qui sera connu le 15 avril prochain, et dont le principe est accepté par tous les partenaires sociaux. Une concertation s’engagera ensuite avec ces derniers (...). Si nous parvenons à dégager un consensus sur ce sujet, nous aurons fait faire un grand pas à notre démocratie politique.

(Applaudissements sur les travées de l’UMP et de l’Union centriste, ainsi que sur certaines travées du RDSE.)

Le sénateur du PCF approuve l’appel au consensus, les sénateurs du PS applaudissent...

Et tous appellent le 23 mars à manifester sur cette base ! Et le Premier ministre, François Fillon, remercie. N’est-ce pas d’une totale duplicité ? Qui pourrait avoir le droit de partir plus tôt à la retraite en raison de la « pénibilité » de son travail (lire ci-contre) ?